

SEMINAIRE DE LA FONDATION FRANCE-JAPON DE L'EHESS PROGRAMME AFRIQUE-ASIE

Chine / Japon

Deux présences asiatiques en Afrique

Séminaire organisé dans le cadre du programme CRAA-ETRE (Comprendre les relations Afrique-Asie : espace transversal de recherches et d'enseignement)

10 Novembre 2016 (15h- 17h)

EHESS (190 Avenue de France, 75013) Salle 640

1955-2015 : 60 ans de relations entre la Chine, l'Afrique et le « Sud »

Xavier Aurégan (CRAG, IFG, CQEG)

Des présences japonaises en Afrique

Frédérique Louveau (Université Gaston Berger, Saint-Louis)

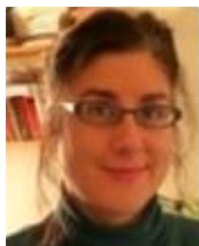
Discutant : Thierry Pairault (CNRS - EHESS)

* La conférence aura lieu en français.

Intervenants



Dr. Xavier Aurégan est docteur en géographie-géopolitique. Chercheur au Centre de recherches et d'analyses géopolitiques (CRAG) de l'Institut français de géopolitique (IFG) et associé au Conseil québécois d'études géopolitiques (CQEG), il analyse depuis 2007 les relations entre la Chine et l'Afrique, notamment en Afrique de l'Ouest francophone.



Dr. Frédérique Louveau est docteur en anthropologie (EHESS). Enseignante chercheuse à l'Université Gaston Berger à Saint-Louis et membre du LASPAD (CER-UFR CRAC) et membre du LPED (AMU-IRD), elle mène des recherches sur les mouvements religieux contemporains asiatiques en Afrique de l'Ouest et sur l'interrelation entre la religion et l'environnement en Afrique (Sénégal).

INSCRIPTION

ffj@ehess.fr

Consultez les informations supplémentaires, et suivez nos actualités sur le site :

<http://ffj.ehess.fr>

1955-2015 : 60 ans de relations entre la Chine, l’Afrique et le « Sud »

Xavier Aurégan, CRAG, IFG, CQEG

□ RESUME

En prenant 1955 et la Conférence de Bandung comme point de départ de la politique chinoise en Afrique et plus largement au sein du Tiers-Monde, il est aisé de prendre 2015 – après la création de la New Development Bank des BRICS – pour clore, momentanément du moins, ces six décennies de « relations Sud-Sud » et sino-africaines plus spécifiquement. Cette mise en perspective historique, mais également économique et (géo)politique, tend à recontextualiser les principaux faits ayant structuré le partenariat global Chine-Afrique.

Malgré la visite de plusieurs chefs d’État et leaders politiques africains en Chine populaire avant 1955, cette dernière n’officialise réellement sa politique étrangère au « Sud » qu’au terme de cette conférence réunissant le Tiers-Monde et organisée chez Sukarno en Indonésie. Cette « grand-messe » des « non-alignés » met en exergue les rivalités entre la Chine de Mao, l’Inde de Nehru et l’URSS post-Staline. Si Moscou n’est pas invitée, son influence reste prépondérante. Pékin, maniant avec dextérité les positions antagonistes de chacun, ressort comme la partie victorieuse et comme le représentant officieux des pays du Tiers-Monde qui ne souhaitent s’aligner ni sur la puissance occidentale (États-Unis), ni sur le camp soviétique.

Suivent plusieurs décennies durant lesquelles la Chine populaire tente de se positionner en Afrique : par une coopération a priori spécifique, par ses soutiens aux Mouvements de libération nationale (MLN) africains, par les moyens mis à disposition de sa diplomatie en vue de la conquête du siège permanent onusien, par la concurrence sino-taïwanaise, et jusqu’aux réformes de la fin des années 1970, de celles des années 1980, et finalement 1994, avec le lancement d’une nouvelle politique – économique – orientée vers le Sud et l’Afrique notamment. Ces quatre décennies (1960-1990) vont poser les jalons de ce que nous nommons les « vingt glorieuses » de la Chine en Afrique (1994-2014).

Environ 60 ans après Bandung, en juillet 2014, la Chine est à la manœuvre lors de la création de la Nouvelle banque de développement des puissances émergentes. En y injectant la moitié du capital et en accueillant son siège, la Chine populaire s’impose de facto comme la voix des émergents ; Chine et Inde pouvant être considérées comme des réemergents à cet égard. Ainsi, la Chine populaire n’est plus le leader de cette troisième voie chère à Mao Zedong, mais est devenue le leader de ces relations internationales multipolaires, décentrées et reconfigurées, partiellement incarnées par le projet de la New Silk Road.

En définitive, cette analyse pluridisciplinaire évoque le rôle de la Chine dans ce changement de paradigme international selon lequel les pouvoirs économique, politique et culturel sont en voie de réappropriation par ces territoires et populations dites du Sud. L’exemple de la Chine en Afrique ne permet certes pas de mettre en lumière l’ensemble de cette reconfiguration géopolitique, mais a minima ce pays devenu une des principales puissances économiques du monde, et ce continent africain, qui est à la fois acteur et spectateur des évolutions endogènes et exogènes chinoises. De fait, les relations « Sud-Sud » passeront inévitablement par Pékin et les capitales africaines, ces acteurs jouant et étant amenés à jouer des rôles prépondérants dans cette nouvelle architecture économique et politique mondiale qui se dessine actuellement.

Des présences japonaises en Afrique

Frédérique Louveau, Université Gaston Berger, Saint-Louis

□ RESUME

Les relations entre le Japon et l’Afrique remontent à la moitié du XXème siècle. Elles sont surtout connues pour leur nature économique, diplomatique et politique pilotées par le gouvernement japonais. Si le versant culturel des relations nippono-africaines est pris en charge par les services des ambassades installées dans des pays d’Afrique, il existe aussi d’autres voies, moins connues, non institutionnelles, que la culture japonaise emprunte pour se diffuser et même participer à des syncrétismes. C’est le cas, par exemple, de mouvements religieux japonais portés jusqu’en Afrique par des réseaux d’individus connectant les deux continents grâce à des pratiques symboliques partagées et fabriquant dans un même temps des imaginaires. Cette communication voudrait mettre en évidence différentes formes de présences japonaises en Afrique.